



Montreuil, le 27 février 2012

Monsieur le Premier ministre,

Un projet de décret en Conseil d'État modifiant le décret n° 2004-374 modifié relatif aux pouvoirs des préfets doit faire application de son article 59-1 en listant les établissements publics visés et en adoptant des dispositions particulières pour certains de ces établissements.

Or nous contestons les dispositions du projet visant l'ONCFS et l'ONEMA qui modifieraient la partie réglementaire du code de l'environnement.

Lors de son examen au comité technique ministériel du MEDDTL du 31 janvier dernier, ce projet a reçu un avis très majoritairement défavorable (13 voix contre 2 pour). Il en a été de même au comité technique de l'ONCFS et à celui de l'ONEMA où tous les représentants élus vont voter contre.

En effet alors qu'une coopération entre les services départementaux de ces deux établissements et les services des DDT et DDTM s'est instaurée sur les thèmes de la police de l'eau et de la nature (plans de contrôles conjoints, conventions entre le préfet et ces deux établissements selon une convention type) selon les instructions ministérielles, les dispositions envisagées ne respectent plus la spécificité des fonctions des agents ni celle de leurs deux établissements. Le projet de décret prévoit à titre d'exemple : la mobilisation par le préfet des agents de l'ONCFS « dans le cadre d'actions en matière d'ordre public », ou le visa du préfet sur toute convention conclue par l'établissement...

Concrètement l'avis technique donné au préfet par le service départemental ONCFS ou ONEMA sur un dossier administratif dans les domaines eau ou biodiversité selon les priorités des DREAL et des directions inter-régionales de l'un des deux établissements, serait bloqué par le préfet... délégué territorial de l'établissement... Préfet qui serait également selon le projet de décret appelé à participer à l'évaluation du chef de service départemental de l'établissement et à donner des directives aux agents.

Le couple technique/police de chaque spécialité « milieux aquatiques » ou « milieux et faune sauvage » serait ignoré. Il en va de même de la ligne hiérarchique DG/DIR/SD et de la notion d'établissement public, distinctes d'une direction départementale interministérielle ou d'un service du ministère chargé de l'intérieur.

Nous vous demandons en conséquence de retirer du projet de décret en cause les établissements publics ONCFS et ONEMA.

Au contraire, pour répondre aux attentes des agents contractuels des établissements ONCFS, ONEMA et Conservatoire du Littoral et des rivages lacustres, nous vous demandons la publication des textes réglementaires permettant le reclassement de ces personnels sur le statut adapté des personnels contractuels des Agences de l'eau. Négociés avec les organisations syndicales, ces projets de textes ont été transmis à l'automne 2010 par le MEDDTL au Budget et à la Fonction Publique. Ils ont fait l'objet de plusieurs réunions interministérielles depuis l'été dernier mais sans arbitrage conclusif. Votre décision positive sur ce dossier transmis par le MEDDTL est urgente et traduirait en actes des engagements de l'administration et des ministres successifs chargés de l'écologie.

Telles sont les deux demandes urgentes que nos organisations syndicales portent.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Pour la CGT
Jean-Marie Rech

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rech', with a large, sweeping flourish above it.

Pour la FSU
Jean-Luc Ciulkiewicz

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Ciulkiewicz', with a long, horizontal flourish extending to the right.

CGT : 263 rue de Paris – Case 543 – 93515 Montreuil cedex

FSU : 104 rue Romain Rolland 93260 Les Lilas